

auront lieu à travers le Canada durant cette année. Ainsi, le Canada a reçu en mars dernier M. Javier Pérez de Cuéllar qui s'est rendu à Toronto, à Ottawa et à Québec. Nous pourrions aussi mentionner la mise sur pied de séminaires et conférences sur le renforcement des Nations Unies ainsi que le premier rassemblement annuel simulé des Nations Unies, organisé à Montréal le mois dernier par l'Association canadienne pour les Nations Unies et auquel ont pris part quelque 650 étudiants universitaires de toutes les régions du Canada. De la documentation sur l'ONU sera distribuée dans toutes les écoles du pays. Bref, nous voulons stimuler la discussion parmi les Canadiens qui s'intéressent et appuient les questions ayant trait aux Nations Unies et ce au-delà même des circonscriptions électorales habituelles.

Aux Nations Unies mêmes, nous avons essayé, d'une manière pratique, de mobiliser les appuis pour améliorer l'efficacité du système onusien. Nous avons oeuvré au sein d'une coalition d'États membres qui représentent tous les horizons politiques et géographiques, non seulement à New York, mais aussi aux autres sièges des Nations Unies, à Genève, à Vienne, à Paris, à Rome et à Nairobi. Nous appelons souvent cette coalition d'États membres engagés les "amis des Nations Unies" tout en sachant bien que pratiquement tous les États membres se considèrent comme tels.

Nous ne nous attendons pas à voir d'une année à l'autre - et même en cette année du 40<sup>e</sup> anniversaire -, des progrès spectaculaires dans le renversement des tendances. Au cours des prochaines années toutefois, nous persévérons dans le sens d'une réforme pragmatique et cumulative des composantes du système dont le rendement est inefficace. Il n'est pas aisé de convaincre les gouvernements de la nécessité du changement avant, plutôt qu'après, que le système ne soit ébranlé.

Nous cherchons à améliorer de plusieurs façons l'efficacité des Nations Unies:

- Premièrement, en appuyant le Secrétaire général dans les efforts infatigables qu'il déploie pour régler les difficiles problèmes politiques qui surgissent de par le monde, que ce soit à Chypre, en Iran et en Irak, en Afghanistan et, tout récemment, à Beyrouth à l'occasion de la prise d'otages. Mais ses efforts doivent appuyer les mesures prises par le Conseil de sécurité et non